

NE COMPTONS QUE SUR NOUS POUR GAGNER

La situation sociale que nous sommes en train de vivre n'est pas nouvelle : d'un côté, des mobilisations qui lient les revendications quotidiennes à une transformation de la société et ne font pas l'impasse sur la radicalité de la lutte. Le mouvement des lycéens et le 17 octobre à venir s'inscrivent dans cette même définition et représentent le même espoir.

De l'autre côté, ou plutôt « à côté », des appels d'organisations politiques qui souhaiteraient récupérer le mouvement ou en prendre le leadership ; une intersyndicale bancale qui, à force d'appeler à 34 dates différentes et espacées, continue de nous resservir la même recette qui nous conduit à l'échec. La conver-

gence n'a jamais été l'addition théorique des luttes, mais bel et bien leur unification.

Nous ne pouvons que nous féliciter que SUD/Solidaires, sur la base de cette analyse, n'ait pas signé un communiqué intersyndical appelant à des journées saute-mouton inutiles.

Nous ne reviendrons pas sur cette méthode, mélange de réformisme et d'incompétence stratégique. Ce qui nous intéresse, c'est plutôt ce qui est en train de se dérouler et qu'il convient désormais de soutenir massivement, au-delà des mots. La réussite des manifestations lycéennes et du 17 octobre ne dépendra que de nous, de notre engagement et de notre capacité à « massifier le mouvement ». Cela signifie que nous devons démontrer notre capacité à rejoindre le mouvement. Rien n'est gagné, mais il existe un espace important et les conditions sont réunies pour discuter de la grève sur les lieux de travail. C'est la volonté portée par SUD Industrie.



BODET

Bodet sait compter le temps... sauf quand il s'agit des RTT ! SUD Industrie 44-49 a refait les calculs : il manque 3 jours par an et par salarié depuis 20 ans. Il est temps de remettre les compteurs à l'heure : SUD lance l'offensive afin d'obtenir réparation pour le personnel.



MICHELIN ROANNE

À Michelin Roanne, la nouvelle gamme PSS6 démarre dans la douleur : sous-effectifs, pannes et changements permanents. Avec 0 % d'augmentation, le mécontentement monte. SUD exige des moyens pour le site et une vraie reconnaissance pour les salariés.



RABOT DUTILLEUL

Avec un gazole autour de 2,39 € le litre, les trajets domicile-travail pèsent lourd sur les salaires et la vie quotidienne. SUD Industrie 59-62 demande la réouverture des NAO afin de négocier rapidement une aide ou une prime carburant pour les salariés.

LE RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES (RSISL)

Du 25 au 27 septembre 2026 s'est tenue à Paris la 7e rencontre européenne du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, avec des organisations syndicales d'Italie, de l'État espagnol, du Portugal, de Grèce, de Grande-Bretagne, d'Ukraine et de France. L'Iran, le Brésil et le Sénégal étaient aussi présents.

Les organisations européennes du RSISL ont réaffirmé leur volonté de coordonner, à l'échelle internationale, un syndicalisme de base, autonome et indépendant des patrons et des gouvernements. L'objectif est d'organiser des luttes syndicales communes, interprofessionnelles mais aussi par secteurs professionnels, et d'appuyer, par l'information auprès des travailleurs et travailleuses de chaque pays et par des rassemblements locaux, les mobilisations annoncées

dans divers pays.

Deux sujets étaient à l'ordre du jour. Le premier portait sur le combat syndical contre le fascisme, l'extrême droite et ses idées. L'action syndicale est un moyen efficace de lutte contre l'extrême droite, en permettant de rassembler et d'unifier notre classe sociale sur ses revendications et pour ses besoins.

Le second concernait la crise écologique et sociale, à travers le dérèglement climatique et à partir des témoignages de pompiers syndicalistes confrontés aux incendies qui ont touché la France, la Grèce, l'Italie, l'État espagnol... cet été.

Les organisations européennes du RSISL appellent également à soutenir les travailleurs-es d'Ukraine et le peuple ukrainien, qui résistent depuis bientôt 5 ans à l'agression à grande

échelle de l'armée russe. Elles soutiennent les travailleurs-es et le peuple palestinien, agressés par le gouvernement « génocidaire » et colonisateur israélien.

Elles soutiennent aussi les travailleurs-es d'Iran et le peuple iranien, qui se sont, une nouvelle fois, massivement révoltés au début de l'année 2026 contre la dictature, prolongeant ainsi les luttes syndicales et les luttes pour les droits des femmes. Comme nos camarades d'Iran, nous condamnons la guerre impérialiste israélo-étatsunienne. Ni Shah, ni mollahs, ni impérialisme ! Femmes, vie, liberté !

Nous soutenons le droit des peuples à l'autodétermination et à résister à ces agressions. Les peuples, les travailleurs-es veulent la paix, une paix juste et durable ! Mais les peuples ne peuvent confier la paix à ceux qui déclenchent, organisent et soutiennent les guerres, en premier lieu les États colonialistes et impérialistes. La paix voulue par Israël et les États-Unis d'Amé-

rique en Palestine, c'est l'annexion complète des territoires palestiniens et au-delà (Liban...). La paix voulue par la Russie et les États-Unis d'Amérique en Ukraine, c'est l'annexion de territoires ukrainiens et l'imposition du régime totalitaire en vigueur en Russie. Leur « paix », c'est le génocide, la colonisation, la répression. Leur « paix », c'est la guerre ! Pour le capitalisme mondial, la guerre est un marché qui génère d'immenses profits pour l'industrie de l'armement. La paix, ce n'est pas le renforcement des budgets militaires au détriment des services publics. La paix, ce n'est pas le renforcement de la militarisation des États, mais la lutte pour l'émancipation sociale et la fin des discriminations. Établir et développer des contacts internationaux dans nos secteurs professionnels, notamment dans les multinationales, passe par le renforcement de notre travail international dans SUD Industrie et par notre investissement dans le RSISL.



« AMÉLIORER AUJOURD'HUI, TRANSFORMER DEMAIN : LA DOUBLE BESOIN DU SYNDICALISME. » (FORMULE INSPIRÉE DE LA CHARTE D'AMIENS, 1906)

L'UNION FÉDÉRALE SUD INDUSTRIE SOUTIENT LA MOBILISATION DES LYCÉENS PARTOUT EN FRANCE



Une délégation de SUD industrie 01

Ce qui est en train de se passer dans de nombreux collèges et lycées rappelle que la colère sociale ne s'arrête pas aux portes des établissements scolaires. Si la casse du service public de l'éducation n'est plus à démontrer et constitue l'une des

causes de la colère légitime de la jeunesse, celle-ci va bien au-delà. Inégalités sociales, précarité, reproduction des structures sociales à travers les diplômes et les mécanismes de sélection, modification des règlements intérieurs sans consultation, ab-

sence de démocratie... Les raisons de se mobiliser sont nombreuses. Le mouvement en cours porte des aspirations à l'égalité sociale, à la justice et aux libertés, mais aussi la volonté de pouvoir décider et agir pour une autre société. Ces combats sont aussi les nôtres.



L'ENTRETIEN AVEC SUD BOSCH RODEZ

SUD INDUSTRIE 12 SECTION BOSCH RODEZ

Implanté depuis plus de vingt ans sur le site Bosch de Rodez, SUD y représente près de la moitié des salariés. Le syndicat compte environ 140 adhérents, même si une part importante est désormais composée de (pré)retraités, conséquence des plans successifs qui ont profondément réduit les effectifs et renouvelé les équipes militantes. À Rodez comme ailleurs dans le groupe, les restructurations se succèdent et posent désormais une question centrale : comment continuer à militer et travailler quand les suppressions de postes sont permanentes ?

Rencontre avec James, Jean-Philippe et Cédric.



**SUD INDUSTRIE 12-
BOSCH RODEZ**

CRÉATION : 2004

VILLE : RODEZ (12)

**REPRÉSENTANT : CÉDRIC BELLEDENT (SECRÉ-
TAIRE CSE DE RODEZ, SECRÉTAIRE ADJOINT
CSE CENTRAL ET DS SUD INDUSTRIE RODEZ).**

**CONTACTS : [SUDINDUSTRIE12BOSCH@YA-
HOO.FR](mailto:SUDINDUSTRIE12BOSCH@YA-HOO.FR)**

« SE BATTRE POUR L'EMPLOI ET NOTRE OUTIL INDUSTRIEL »

**Vous avez été
confrontés à de
nombreux PSE.**

**Qu'est-ce que cela
change pour vous ?**

Notre ligne reste de défendre l'emploi avant tout. Lors de la dernière procédure, nous avons posé des conditions très claires à la direction : nous voulions discuter d'abord du maintien de l'activité et des emplois, avant de parler des mesures d'accompagnement. Nous avons donc participé aux réunions, notamment sur les conditions de travail et la réorganisation, mais nous avons refusé d'entrer dans une négociation qui ne portait plus sur l'emploi. Quand on commence par discuter des conditions de départ, on accepte déjà que les suppressions d'emplois soient inévitables.

**La baisse du diesel
est souvent
présentée comme**

**une évolution
inévitabile. Qui porte
la responsabilité ?**

La direction tout d'abord. Nous avons vu des lignes de production partir progressivement, alors que les marchés n'ont pas disparu du jour au lendemain. Bosch porte donc une responsabilité dans ses choix et ses délocalisations. Mais il y a aussi une responsabilité politique. En Europe, il a été décidé d'abandonner très rapidement une technologie que nous maîtrisions pour basculer vers l'électrique, où d'autres pays, notamment la Chine, avaient déjà pris une longueur d'avance. On nous a expliqué qu'il fallait tourner la page du diesel ; aujourd'hui, on voit surtout que nous avons perdu une partie de notre outil industriel et de notre savoir-faire. Pour nous, défendre l'industrie, ce n'est pas accompagner sa

disparition : c'est défendre les productions, les compétences et les emplois qui existent.

**Comment continuer
à faire vivre un
syndicat quand les
PSE se succèdent ?**

C'est devenu très compliqué. Les PSE ont fait partir de nombreux militants expérimentés. Il faut reconstruire en permanence. Le plus difficile, c'est de continuer de mobiliser. La disparition progressive d'un site industriel ne concerne pas seulement ceux qui y travaillent, ce sont aussi les commerces, les écoles, les villages et toute l'économie locale qui sont touchés. Malgré les difficultés et même lorsque la bataille paraît perdue, nous pensons qu'il faut continuer à défendre l'emploi. Sans cette bataille syndicale, la situation serait pire. Il ne faut pas lâcher.

FORMATION SYNDICALE : INSCRIVEZ-VOUS !



FORMATIONS CSE

Pour toutes les formations liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et 5 jours suivant la situation),

Contactez-nous pour recevoir le calendrier 2026 et 2027 (Paris et Régions).

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse.

Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale.

LE CADRE LEGAL

La formation syndicale est un droit dans le cadre du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES, Art.L. 2145-1 et suivants ET L. 2145-5 et suivants du code du travail). Cette autorisation spéciale d'absence s'effectue sans aucune perte de salaire et constitue du temps de travail, rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. **Chaque salarié peut bénéficier de jusqu'à 12 jours / an..** Lors du dépôt en bonne et due forme, l'employeur a 8 jours pour éventuellement contester, délai après lequel le congé est automatiquement accepté. En cas de refus, une procédure spécifique oblige l'employeur à consulter le CSE. Il est très difficile pour un employeur de s'opposer à un CFESES.

BOUTIQUE MILITANTE : PASSEZ COMMANDE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La boutique militante de SUD Industrie est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles. La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades (Zakaria, Damien, Jérôme, Bernard, Laurent) mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.



www.sudindustrie.org



Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CASI). *Pour toutes questions : permanence@sudindustrie.org*. Le comité de rédaction est ouvert aux camarades qui souhaiteraient nous rejoindre : pour cela, votre syndicat SUD Industrie doit vous mandater et faire part de cette proposition directement au CASI pour validation.



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Florent Cariou

Secteur Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33

Marc Tzwangue 06.82.55.83.16

tresorerie@sudindustrie.org

Secteur Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Secteur Formation / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22

Bernard Guillerey 06.70.93.61.51

formation@sudindustrie.org

Secteur Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12

juridique@sudindustrie.org

Secteur Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

Secteur International

Marc

international@sudindustrie.org

Secteur Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06

Jérôme Massin 06.70.27.78.35

boutique@sudindustrie.org

Secteur Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84

luttes@sudindustrie.org

Secteur Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91

Bernard, Florent & Damien

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas), Agro-alimentaire (Mickael) et BTP (en cours de construction). Contactez directement **la permanence@**